EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL

Conseil du 27 septembre 2021

Délibération n° 2021-0691

Commission principale : proximité, environnement et agriculture

Commune(s) :

Objet : Déchets - Candidature à l'appel à projet Plan Boost pour l'accompagnement à l'extension des consignes de tri (ECT) par l'éco-organisme Citeo

Service : Délégation Transition environnementale et énergétique - Direction Eau et déchets

Rapporteur : Madame Isabelle Petiot

Président : Madame Émeline Baume

Nombre de conseillers en exercice au jour de la séance : 150

Date de convocation du Conseil : vendredi 10 septembre 2021

Secrétaire élu(e) : Monsieur Elie Portier

Affiché le : jeudi 30 septembre 2021

Présents : Mme Arthaud, M. Artigny, Mme Asti-Lapperrière, M. Athanaze, Mme Augey, M. Azcué, M. Badouard, M. Bagnon, M. Barge, M. Barla, Mme Baume, M. Ben Itah, Mme Benahmed, M. Benzeghiba, M. Bernard, M. Blache, M. Blanchard, M. Blein, Mme Boffet, Mme Borbon, Mme Bouagga, M. Boumertit, Mme Bramet-Reynaud, Mme Brossaud, M. Brumm, Mme Brunel Vieira, M. Bub, Mme Burillon, Mme Burriland, Mme Cabot, M. Camus, Mme Cardona, Mme Carrier, Mme Chadier, M. Chambon, Mme Charnay, M. Chihi, M. Cochet, M. Cohen, Mme Coin, Mme Collin, M. Collomb, M. Corazzol, Mme Corsale, Mme Crédoz, Mme Crespy, Mme Creuze, Mme Croizier, M. Dalby, M. Da Passano, M. David, M. Debû, Mme Dehan, Mme Delaunay, M. Devinaz, M. Doganel, M. Doucet, Mme Dromain, Mme Dubois Bertrand, Mme Dubot, Mme Dupuy, Mme Edery, Mme El Faloussi, Mme Etienne, Mme Fontaine, Mme Fontanges, Mme Fournillon, Mme Fréty, Mme Frier, M. Galliano, M. Gascon, Mme Geoffroy, Mme Georgel, M. Geourjon, M. Girard, Mme Giromagny, M. Godinot, M. Gomez, M. Grivel, Mme Groperrin, M. Groult, M. Guelpa-Bonaro, Mme Guerin, Mme Hémain, Mme Jannot, M. Kabalo, Mme Khelifi, M. Kimelfeld, M. Kohlhaas, Mme Lagarde, M. Lassagne, Mme Lecerf, M. Le Faou, M. Legendre, M. Longueval, M. Lungenstrass, M. Maire, M. Marion, M. Millet, M. Mône, M. Monot, Mme Moreira, Mme Nachury, M. Novak, Mme Panassier, M. Payre, M. Pelaez, Mme Percet, M. Perez, Mme Perriet-Roux, Mme Perrin-Gilbert, Mme Petiot, M. Petit, Mme Picard, Mme Picot, M. Pillon, Mme Popoff, M. Portier, Mme Pouzergue, Mme Prost, M. Quiniou, M. Rantonnet, M. Ray, Mme Reveyrand, Mme Roch, M. Rudigoz, Mme Runel, Mme Saint-Cyr, Mme Sechaud, M. Seguin, M. Sellès, Mme Sibaud, M. Smati, Mme Subaï, M. Thevenieau, M. Uhrich, Mme Vacher, M. Van Styvendael, M. Vergiat, Mme Vessiller, M. Vieira, M. Vincendet, M. Vincent, Mme Vullien, Mme Zdorovtsoff.

Absents excusés : M. Buffet, M. Charmot (pouvoir à Mme Fontanges), M. Diop (pouvoir à M. Legendre), M. Marguin (pouvoir à Mme Nachury), Mme Sarselli (pouvoir à Mme Pouzergue).

Conseil du 27 septembre 2021**Délibération n° 2021-0691**

Commission principale : proximité, environnement et agriculture

Commune(s) :

Objet : Déchets - Candidature à l'appel à projet Plan Boost pour l'accompagnement à l'extension des consignes de tri (ECT) par l'éco-organisme Citeo

Service : Délégation Transition environnementale et énergétique - Direction Eau et déchets

Le Conseil,

Vu le rapport du 8 septembre 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte a imposé en France l'ECT à tous les déchets plastiques d'ici fin 2022. À cette date, tous les emballages ménagers et assimilés vides, en plastiques, devront être déposés dans les bacs dédiés au tri. Outre les plastiques, ces extensions concernent également les petits emballages métalliques (acier, aluminium) que les centres de tri doivent pouvoir capter et envoyer dans les filières de recyclage.

L'ampleur de ces changements, qui s'imposent à toutes les collectivités en charge du service public de gestion des déchets, a poussé la Métropole de Lyon à anticiper cette obligation réglementaire. Le renouvellement en 2018 du cadre d'achat du tri des emballages ménagers a tout d'abord permis de préparer techniquement à cette échéance, les centres de tri en contrat avec la Métropole. Notre collectivité s'est ensuite portée candidate à l'appel à projet ECT auprès de Citeo en 2019 pour une mise en œuvre dès le 1^{er} janvier 2020.

Alors qu'à peine 50% des collectivités françaises répondent à cette obligation, la Métropole est en mesure d'en dresser un premier bilan favorable. Malgré 2 années compliquées par une grève de la collecte des déchets (mars-avril 2019), des incendies (dont la destruction du centre de tri Nicollin, juillet 2019) et la crise sanitaire, l'extension des consignes de tri a conduit en 2020 à collecter et recycler 4 995 tonnes d'emballages plastiques, soit une augmentation de + 74 % par rapport à 2019. Pour les métaux, l'augmentation est de + 48 % sur l'acier avec 1 432 tonnes envoyées dans les aciéries d'ArcelorMittal. Celle des emballages en aluminium, rigides et souples, atteint + 217% avec 403 tonnes recyclées dans les fonderies d'Affimet (Compiègne) et de PreZero Pyral GmbH (Allemagne). Toutes ces nouvelles matières captées passaient auparavant dans les unités de traitement et de valorisation énergétique. Elles sont aujourd'hui utilisées dans des usines françaises ou européennes du recyclage pour remplacer des matières premières importées.

Les prévisions pour 2021 et surtout 2022, avec la mise en service du nouveau centre de tri Nicollin, laissent présager une amélioration des performances de valorisation matière avec davantage d'emballages plastiques, en acier et en aluminium captés par les centres de tri métropolitains et recyclés dans les filières désignées comme repreneurs par l'éco-organisme Citeo. A l'instar des performances de valorisation matière, les conséquences financières attendues sont, elles aussi, favorables pour la Métropole. Elle peut compter sur le soutien financier de Citeo dans le cadre de l'agrément 2018-2022 (barème F) de 660 € par tonne de plastiques recyclés et une revente des matières secondaires soutenue par des cours à la hausse en Europe. Ces recettes supplémentaires seront utilisées pour financer les dépenses en matière de réduction de déchets et servir les objectifs ambitieux de la Métropole à ce sujet.

Ce bilan très positif souffre pourtant d'une ombre : la qualité du tri effectué par nos concitoyens. Une campagne de communication, la première depuis de très nombreuses années, avait annoncé début 2020 aux Grand Lyonnais l'extension des consignes de tri au 1^{er} janvier 2020. Les premiers résultats sur les refus de tri laissaient présager un impact favorable, jusqu'au premier confinement. Depuis mars 2020, partout en France, les collectivités en charge du service public de gestion des déchets et les exploitants des centres de tri constatent une très forte dégradation du respect des consignes avec une forte augmentation des refus de tri. Les opérateurs retrouvent des déchets improbables qui avaient disparu à force de sensibilisation du public et qui sont à gérer au milieu des emballages. Les batteries, les déchets électroniques, les écrans, les blocs de béton, les bouteilles de gaz, les parasols et autres étendoirs à linge sont déposés dans les bacs de tri avec des ordures ménagères. Ces déchets indésirables représentent aujourd'hui plus d'un tiers du contenu des bacs de tri.

II - Description du projet

Cette dégradation affecte les process des centres de tri. Elle menace leur intégrité et leurs résultats à moyen terme. Elle augmente également le coût du tri pour notre collectivité.

Pour y remédier, l'éco-organisme Citeo lance un nouvel appel à projet ouvert aux collectivités de plus de 100 000 habitants déjà engagées dans l'extension des consignes de tri depuis plus d'un an pour dynamiser la sensibilisation du public au geste de tri étendu : le Plan Boost ECT. La Métropole répond à toutes les conditions d'éligibilité, y compris les performances de recyclage sur le flux plastiques inférieures à 5,5 kg/habitant/an.

Pour cet appel à projet, les dossiers devront être déposés avant juin 2022. Citeo étudiera les dossiers au fil de l'eau jusqu'à cette date permettant une sélection des candidatures au fur et à mesure des dépôts sans date de sélection fixée. Les projets sélectionnés pourront donc être mis en œuvre dès leur contractualisation avec Citeo, soit au plus tard 2 mois après la notification de sélection.

Les collectivités retenues au terme de l'instruction d'un dossier de candidature seraient accompagnées avec, d'une part, une aide technique pour l'élaboration d'un plan d'action (phase 1) et, d'autre part, le soutien financier des actions identifiées pour l'amélioration de l'extension des consignes de tri (phase 2).

La phase 1 prendrait la forme d'une mise à disposition, à titre gratuit, d'un bureau d'études ou d'un consultant chargés d'un diagnostic et d'un état des lieux. La phase 2 comprendrait la mise en œuvre du plan d'actions pour lequel la Métropole pourrait bénéficier d'une aide financière à hauteur de 60 % du montant des dépenses éligibles engagées, plafonné à hauteur d'un euro par habitant (base 2017), soit environ 1 350 000 €. D'autres partenaires, comme l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), pourraient compléter ce soutien pour atteindre 80 % des coûts induits.

En conséquence, il est proposé que la Métropole se porte candidate au Plan Boost ECT lancé par Citeo ;

Le Conseil d'exploitation de la régie de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés entendu ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de sa commission proximité, environnement et agriculture ;

DELIBERE

1° - Approuve la candidature de la Métropole à l'appel à projet Plan Boost ECT de l'éco-organisme Citeo.

2° - Autorise le Président de la Métropole à déposer un dossier de candidature à l'appel à projet Plan Boost ECT.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Accusé de réception en préfecture : 069-200046977-20210927-264781-DE-1-1 Date de télétransmission : 30 septembre 2021 Date de réception préfecture : 30 septembre 2021